

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

Durée de l'examen

80 minutes

Nombre de pages de l'épreuve  
(y compris la page de garde)

15

Annexe(s)

aucune

Maximum de points possibles

80

Points obtenus

Note

**Indications**

- Veuillez inscrire votre numéro de candidat(e) sur toutes les pages de l'épreuve et sur les éventuelles pages supplémentaires.
- Veuillez vérifier que les pages figurant dans la donnée correspondent au nombre de pages indiqué ci-dessus.
- Veuillez utiliser pour votre réponse exclusivement le recto des feuilles de l'épreuve / des solutions
- Si nécessaire, veuillez utiliser des pages supplémentaires pour la rédaction de vos réponses. Seules les feuilles officielles sont admises. En cas de besoin, veuillez le signaler par un signe de la main au surveillant durant l'épreuve.
- Le fait de citer uniquement un article de loi ou d'ordonnance n'est pas une réponse suffisante (à moins que ceci vous soit expressément demandé).
- Les exercices peuvent être résolus dans un ordre à votre convenance. Le nombre maximum des points est indiqué pour chaque exercice. Des points sont aussi attribués pour des solutions partielles.
- Veuillez utiliser un stylo à bille ou à encre, un feutre «indélébile» ne devant pas s'effacer. La couleur rouge et le crayon à papier sont exclus.

**Le collège d'experts****Date****Signatures**

Expert(e) 1

Expert(e) 2

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Exercice 1 : Mesures de réadaptation (4 points)**

**Tâche**

Veillez énoncer trois conditions de base à remplir pour se voir octroyer des mesures de réadaptation de l'AI.

***Solution***

*La personne assurée est invalide ou menacée d'une invalidité. (1)*

*Les mesures de réadaptation sont nécessaires et appropriées (1), de nature à rétablir, maintenir ou améliorer sa capacité de gain. (1)*

*Les conditions pour le droit aux différentes mesures sont remplies. (1)*

Points obtenus :

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Exercice 2 : Décision (9 points)****Question**

Pour lesquelles des décisions suivantes prises par l'Office AI, celui-ci doit impérativement établir un préavis et une décision formelle basés sur les dispositions légales ?

**Indication**

Veuillez inscrire une croix dans la case correspondant à la réponse oui ou non.

**Solution**

oui

non

☒☐

Première décision de rente

☐☒

Reconnaissance d'une infirmité congénitale

☒☐

Contribution au coût pour un moyen auxiliaire demandé pour la place de travail

☐☒

Refus d'ordonner des mesures d'intervention précoce

☐☒

Allocation d'une prestation transitoire en cas d'incapacité de travail

☐☒

Expertise médicale

☐☒

Non-entrée en matière concernant une demande de reconsidération

☒☒

Invitation à collaborer à des mesures de réadaptation raisonnablement acceptables

☒☐

Augmentation de l'allocation pour impotent dans le cadre d'une révision d'office

Points obtenus :

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Exercice 3 : Mesures de réadaptation professionnelle (2 points)**

**Tâche**

Veillez nommer deux avantages principaux pour un nouvel employeur lorsqu'une tentative de réadaptation dans l'entreprise est acceptée sous la forme d'un placement à l'essai au sens de l'article 18a LAI au lieu d'une observation professionnelle en vertu de l'article 15 LAI.

***Solution***

*Il ne fait pas naître de rapports de travail au sens du CO. (1)*

*L'AI répond sous certaines conditions pour des dommages causés par la personne assurée. (1)*

Points obtenus :

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Exercice 4 : Dépôt d'une demande (5 points)****Question**

Parmi les personnes ou organes suivants, lesquels sont autorisés, sans procuration de la personne assurée, à déposer une demande auprès de l'Office AI compétent afin d'obtenir des prestations de l'AI ?

**Indication**

Veuillez inscrire une croix dans la case correspondant à la réponse oui ou non.

**Solution**

oui

non

☒☐

Les parents pour leur enfant mineur

☒☐

L'office d'aide sociale pour des versements mensuels de prestations d'assistance

☐☒

Pro Infirmis qui soutient par ses conseils la personne assurée

☐☒

La Suva, qui verse régulièrement des prestations à la personne assurée, suite à un accident

☐☒

L'assurance indemnité journalière selon la LCA pour le paiement des indemnités journalières en cas de maladie

Points obtenus :

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

--

**Exercice 5 : Etude de cas Moyens auxiliaires (15 points)****Etat de fait**

Monsieur Keller, marié et travaillant comme technicien-géomètre, est paraplégique suite à un grave accident de la circulation. Pour cette raison, il a besoin de différents moyens auxiliaires. Vers la fin d'un long séjour de réadaptation, il peut être réadapté auprès de son ancien employeur dans un domaine à responsabilités adapté et en partie nouveau. En raison de ses grandes connaissances techniques, on fait de plus en plus appel à lui pour le service aux clients qu'se déroulent souvent dans les locaux du client. Avant la fin de la réadaptation, Monsieur Keller a déposé une demande auprès de l'AI pour les moyens auxiliaires suivants :

- un fauteuil roulant sans moteur pour un usage quotidien, en particulier à la maison
- un fauteuil roulant électrique nécessaire notamment pour rencontrer les clients, car, du fait de son handicap, il ne peut utiliser, sans l'aide d'une tierce personne, son fauteuil sans moteur que pour de très courtes distances
- la transformation de son automobile
- la modification de sa salle de bain, à la maison
- les modifications structurelles de l'appartement (élargissement des portes, nivellement du seuil des portes)
- un lit électrique avec matelas
- diverses transformations nécessaires à la place de travail
- un corset de soutien afin qu'il puisse s'asseoir dos droit dans le fauteuil roulant.

**Tâche 5.1 (6 points)**

Quels moyens auxiliaires appartiennent au domaine de compétence de l'assurance-invalidité et lesquels ne sont pas à sa charge ? Veuillez indiquer séparément pour chaque moyen auxiliaire si l'AI est compétente pour les accorder. Si vous estimez que l'AI n'est pas compétente pour accorder le moyen auxiliaire, veuillez préciser si une autre assurance est compétente. Veuillez justifier la réponse pour les demandes pour lesquelles vous estimez que l'AI n'est pas compétente pour octroyer le moyen auxiliaire.

**Solution**Moyens auxiliaires accordés par l'AI :

- un fauteuil roulant électrique nécessaire notamment pour visiter les clients, car, du fait de son handicap, il ne peut utiliser, sans l'aide d'une tierce personne, son fauteuil sans moteur que pour de très courtes distances (1/2)
- la transformation de son automobile (1/2)
- la modification de sa salle de bain, à la maison (1/2)
- les modifications structurelles dans l'appartement (élargissement des portes, nivellement du seuil des portes) (1/2)
- un lit électrique (sans le matelas) (1/2 point pour le lit électrique, s'il est précisé avec matelas, pas de point)
- diverses transformations nécessaires à la place de travail (1/2)

Points obtenus :

--

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

--

AI non compétente :

- un fauteuil roulant sans moteur pour un usage quotidien, en particulier pour un usage à la maison  
La paraplégie a été causée par un accident, dès lors, au niveau de la coordination, le catalogue des prestations AA a la priorité. Les fauteuils roulants pour les besoins quotidiens figurent dans le catalogue des prestations de l'AA. (1)
- un corset de soutien (figure dans le catalogue des prestations de l'AA) (1)
- un matelas (est exclu de façon explicite de l'OMAI) (1)

**Tâche 5.2 (3 points)**

Malheureusement, l'épouse de M. Keller a développé un cancer du sein un an après l'accident de son mari. Après l'ablation du sein droit, elle a subi une chimiothérapie et a perdu ainsi ses cheveux. Elle dépose une demande auprès de l'AI pour les moyens auxiliaires suivants :

- une prothèse du sein pour le montant de CHF 720.00
- une perruque, devis de CHF 1'200.00

a) Quel(s) moyen(s) auxiliaire(s) est/sont pris en charge par l'AI ?

b) Quels coûts peuvent être le cas échéant remboursés concernant les moyens auxiliaires demandés ?

**Solution**

a) Les deux moyens auxiliaires peuvent être pris en charge (1)

b) l'exoprothèse du sein maximum par année CHF 500.00 (pour une prothèse) (1)

la perruque maximum par année CHF 1'200.00 (1)

**Question 5.3 (2 points)**

Faisons la supposition que Madame Keller se contente d'un foulard spécial au lieu de la perruque. Les foulards ne figurent pas dans la liste des moyens auxiliaires. Est-ce qu'il y a une chance pour que l'AI prenne en charge malgré tout le coût du foulard ? Veuillez Justifier votre réponse ou indiquer l'article pertinent de la loi ou l'article et l'alinéa de l'ordonnance concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité.

**Solution**

Oui, au niveau du droit à la substitution de la prestation, l'AI peut aussi prendre en charge le coût du foulard, car il remplit au sens large le même objectif qu'une perruque. (1)

Art. 21<sup>bis</sup> LAI ou art. 2 al. 5 OMAI (1)

**Question 5.4 (4 points)**

À quoi servent les moyens auxiliaires, qui ne sont pas marquées d'un \* dans la liste des moyens auxiliaires remis par l'AI ? Veuillez indiquer l'article pertinent de la loi ou de l'ordonnance concernant les moyens auxiliaires.

**Solution**

Ces moyens auxiliaires servent l'assuré

- pour se déplacer (1)
- pour établir des contacts avec son entourage (1)
- ou pour développer son autonomie personnelle (1)

Art. 21 al. 2 LAI ou art. 2 al. 1 OMAI (1)

Points obtenus :

--

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Exercice 6 : Etude de cas Mesures d'ordre professionnel (15 points)****Etat de fait**

Julia Meier, née le 24.04.1998, a subi de graves blessures suite à un accident de ski le 17.01.2016. Elle s'est cassée le fémur gauche et s'est déchirée le ligament croisé du genou droit. Au moment de l'accident, elle en était à sa deuxième année d'apprentissage de coiffeuse pour dames (contrat d'apprentissage d'août 2014 à août 2017). Au début, il n'était pas clair si elle pourrait continuer sa profession de coiffeuse. Le 15.04.2016, l'AI a reçu une demande concernant une aide à la réadaptation. L'AI a rapidement examiné si des mesures étaient indiquées dans le cadre de l'intervention précoce. Selon le contrat d'apprentissage, étaient prévus les salaires d'apprentie suivants :

1<sup>ère</sup> année d'apprentissage CHF 500.00 par mois

2<sup>e</sup> année d'apprentissage CHF 700.00 par mois

3<sup>e</sup> année d'apprentissage CHF 1'000.00 par mois

(un 13<sup>e</sup> salaire mensuel est versé en sus)

**Question 6.1 (2 pts)**

Veuillez énumérer (indépendamment de l'état de fait) au moins quatre mesures possibles que l'AI peut prendre dans le cadre d'une intervention précoce ?

**Solution**

- adaptation du poste de travail

- cours de formation

- placement

- orientation professionnelle

- réadaptation socioprofessionnelle

- mesures d'occupation

(4 mesures au maximum sont prises en compte pour l'évaluation)

Indication pour la correction : Demi-point par réponse, donc au maximum 2 points

**Question 6.2 (3 points)**

a) Quel est en principe le but des mesures d'intervention précoce ?

b) Jusqu'à quel montant maximum l'AI peut-elle fournir des prestations dans le cadre d'une intervention précoce ?

**Solution**

a) Les mesures d'intervention précoce ont pour but de maintenir à leur poste de travail antérieur les assurés en incapacité de travail (1) ou de permettre leur réadaptation à un nouveau poste au sein de la même entreprise ou ailleurs. (1)

b) Les coûts des mesures d'intervention précoce ne doivent pas dépasser CHF 20'000.00. (1)

Points obtenus :



**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Tâche 6.3 (6 points)**

Julia Meier s'est assez bien rétablie après une longue rééducation, de sorte qu'elle a pu recommencer son apprentissage en août 2016. Cependant, en raison de sa longue incapacité de travail, elle doit recommencer la deuxième année d'apprentissage avec le même salaire de CHF 700.00 prévu pour la 2<sup>e</sup> année de formation, puis de CHF 1'000.00 pour la 3<sup>e</sup> année. Il n'y a aucun coût supplémentaire pour la personne assurée au niveau de la formation elle-même et des supports didactiques. Comme elle ne peut cependant terminer son apprentissage qu'une année plus tard, elle subit une perte de salaire, c'est pourquoi l'AI lui verse une petite indemnité journalière en plus de son salaire d'apprentie.

Veuillez calculer l'indemnité journalière pour sa 2<sup>e</sup> année d'apprentissage dès août 2016 et pour sa 3<sup>e</sup> année d'apprentissage dès août 2017 et décrire la marche à suivre.

**Solution**Indemnité journalière (IJ) dès août 2016 :

Taux pour la petite IJ minimum :

CHF 40.70 (1)

Taux pour le salaire :  $700 \times 13 = 9'100 : 360$  (réduction 1/30) = 25.27

Arrondi aux 10 centimes inférieurs

CHF 25.20 (1)

IJ AI : 40.70 – 25.20

CHF 15.50 (1)

Indemnité journalière dès août 2017:

Taux pour la petite IJ maximum :

CHF 122.10 (1)

Taux pour le salaire :  $1'000 \times 13 = 13'000 : 360$  (réduction 1/30) = 36.11

Arrondi aux 10 centimes inférieurs

CHF 36.10 (1)

IJ AI : 122.10 – 36.10

CHF 86.00 (1)

Points obtenus :

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Tâche 6.4 (4 points)**

Julia Meier a terminé avec succès son apprentissage en août 2018. Son employeur, très satisfait de ses prestations, lui a proposé un emploi de coiffeuse avec un salaire mensuel de CHF 4 200.00 (x 13) dès la fin de son apprentissage. Elle a accepté cette offre avec plaisir. Après seulement quelques mois, elle a commencé à ressentir des douleurs importantes au dos, l'empêchant de plus en plus de rester debout toute la journée et de tenir les bras en hauteur durant longtemps. Ces derniers gestes étaient particulièrement pénibles pour laver les cheveux. Elle a suivi une thérapie qui n'a pas apporté une aide perceptible. Dès le 18.04.2019, les douleurs étant trop forte elle a dû être en arrêt maladie. Après divers examens, il a été constaté qu'elle souffrait d'une hernie discale au niveau des vertèbres cervicales supérieures. Les spécialistes médicaux lui ont conseillé fortement un reclassement professionnel, c'est la raison pour laquelle elle s'est annoncée à nouveau à l'AI le 04.06.2019. En ajustant légèrement sa charge de travail, en variant les positions et en exerçant une activité la plupart du temps en position assise, Julia Meier est considérée comme étant pleinement en mesure de travailler. Dès lors, l'AI a confirmé la prise en charge des coûts pour une formation commerciale (école de commerce de deux ans suivie d'un stage d'une année).

- a) Indépendamment de l'état de fait, veuillez indiquer quatre prestations (frais) possibles que l'AI peut généralement fournir dans le cadre d'un reclassement professionnel, en plus de l'indemnité journalière.
- b) Veuillez calculer l'indemnité journalière (indiquer la marche à suivre) que Mme Meier recevra pour le salaire mentionné ci-avant pendant l'école de commerce.

**Solution**a) Prestations

- tous les frais de formation (1/2)
- coût de tous les supports didactiques (1/2)
- frais de voyage (1/2)
- viatique (1/2)

b) Calcul de l'indemnité journalière

Salaire annuel :	CHF 4'200 x 13	CHF 54'600.00
Gain journalier :	CHF 54'600 : 365 = 149.58	
	arrondi aux francs supérieurs	CHF 150.00 (1)
IJ AI :	80 % de 150.00	<u>CHF 120.00 (1)</u>

Points obtenus :

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Exercice 7 : Etude de cas Rente (15 points)****Etat de fait**

Madame Ackermann, née le 24.03.1970, mariée et mère de trois enfants bientôt adultes, travaille comme infirmière, avec taux d'activité de 40% (soit 16 heures de travail par semaine). Ainsi, elle obtient un salaire annuel de CHF 33'800.00 (CHF 2'600.00 x 13). Elle tient également le ménage à domicile. Elle souffre d'un cancer du côlon et ne peut plus travailler à partir du 26.09.2017.

Après deux opérations majeures, elle doit subir plusieurs cycles de chimiothérapie. Sa demande de prestation est parvenue à l'AI le 25.05.2018. En juillet 2018, une réadaptation n'était pas encore envisagée, c'est pourquoi l'AI a commencé à examiner l'octroi d'une rente. Elle est en mesure d'assumer petit à petit une grande partie du ménage. Lors de l'évaluation de l'invalidité pour la tenue du ménage en août 2018, une limitation de 30% a été estimée.

**Question 7.1 (6 points)**

- a) Veuillez calculer le degré d'invalidité et indiquer la marche à suivre détaillée.
- b) A quel type de rente a droit Madame Meier ?
- c) A partir de quelle date, la rente pourra être versée ? Veuillez justifier votre réponse.

**Solution**

a)

Revenu avant invalidité activité 40% CHF 33'800.00 converti à 100 % CHF 84'500.00  
(CHF 33'800 : 40 x 100)

Revenu après invalidité = 0 : incapacité totale de travail 100 %

Calcul selon la méthode mixte en cas d'activité à temps partiel

Limitation dans l'activité lucrative 100 %, taux 40 % (100% x 40 %) = 40.0% (1)

Limitation dans l'activité de ménage 30%, taux 60 % (30% x 60 %) = 18.0 % (1)

Taux d'invalidité selon la méthode mixte = 58.0 % (1)

b) Madame Meier a droit à une demi-rente d'invalidité. (1)

c) La rente peut être versée dès le 01.11.2018 (1). La demande a été déposée tardivement (parvenue le 25.05.2018), donc la rente n'a pas pu être versée dès le 01.09.2018. (1)

Points obtenus :

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Tâche 7.2 (9 points)**

Au moment de l'octroi de la rente, Madame Ackermann était toujours en traitement intensif et des situations changeantes étaient à prévoir à tout moment. L'AI a donc prévu une révision d'office au 01.4.2020. Dans le cadre de la révision effectuée, il a été constaté de manière surprenante que Madame Ackermann avait déjà repris le travail le 01.08.2019 et qu'elle travaille depuis régulièrement une journée par semaine (= 8 heures par semaine). Madame Ackermann n'a pas signalé à l'AI la reprise du travail. Suite à la nouvelle évaluation de l'invalidité du 15.04.2020 pour la tenue du ménage, elle a indiqué que depuis août 2019, elle n'avait besoin d'une aide régulière que pour le nettoyage hebdomadaire de l'appartement et pour les achats en grande quantité. Par conséquent la limitation pour la tenue du ménage a donc été fixée à encore 5 % depuis août 2019. Après l'achèvement de la procédure de préavis, l'AI a communiqué à Madame Ackermann par décision du 25.05.2020 que la rente AI était supprimée.

- a) Veuillez calculer le degré d'invalidité dès le 01.08.2019 et indiquer la marche à suivre détaillée.
- b) A quel moment l'AI va cesser de payer la rente ? Veuillez justifier votre réponse.
- c) Quelles sont les conséquences pour Madame Ackermann de la cessation du paiement de la rente ?
- d) Sur quel article du Règlement, l'AI va motiver le moment de la cessation du paiement de la rente ?

**Solution**

a)

Revenu avant invalidité activité 40% CHF 33'800.00 converti à 100 % CHF 84'500.00

(33'800 : 40 x 100)

Revenu après invalidité 50 % de l'activité antérieur (1 jour)

CHF 16'900.00 (1)

Différence par rapport à un salaire pour une activité de 100 %

CHF 67'600.00

Taux d'invalidité pour l'activité lucrative :  $67'600 \times 100 : 84'500 = \underline{80 \%}$  (1)

Calcul selon la méthode mixte en cas d'activité à temps partiel

Limitation dans l'activité lucrative 80 %, taux 40 % ( $80\% \times 40\%$ ) = 32.0 % (1)

Limitation dans l'activité de ménage 5%, taux 60 % ( $5\% \times 60\%$ ) = 3.0 % (1)

Taux d'invalidité selon la méthode mixte = 35.0 % (1)

b) La rente est supprimée rétroactivement au 01.08.2019 (1), suite à une violation du devoir d'annoncer.

(1)

c) Les rentes versées en trop doivent être restituées. (1)

d) Art. 88<sup>bis</sup> al. 2 b RAI. (1)

Points obtenus :

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

--

**Exercice 8 : Etude de cas Allocation pour impotent (15 points)****Etat de fait**

Monsieur Bürli, né le 07.06.1960, a subi un accident vasculaire cérébral le 20.01.2018. Malgré un traitement intensif de longue durée, il en est résulté des conséquences irréversibles. Monsieur Bürli reste paralysé d'un côté. L'office AI compétent a reçu une demande d'allocation pour impotent en novembre 2018. L'évaluation de l'impotence est réalisée lors d'un examen sur place. Lors de la visite de clarification, il s'est avéré que Monsieur Bürli avait régulièrement besoin de l'aide d'un tiers pour les activités quotidiennes suivantes :

- se vêtir / se dévêtir
- faire sa toilette
- se déplacer.

**Question 8.1 (3 points)**

- a) Veuillez déterminer le degré d'impotence
- b) A partir de quel moment débute le droit à l'allocation pour impotent ?
- c) Veuillez indiquer les articles pertinents de la loi et de l'ordonnance.

**Solution**

- a) Allocation pour impotent de degré faible (1)
- b) Droit dès le 01.01.2019 (1)
- c) Art. 42 LAI (1/2), art. 37 al. 2a RAI (1/2)

**Question 8.2 (3 points)**

Monsieur Bürli vit seul dans son propre appartement. Comme il a des difficultés au quotidien en raison des limitations touchant sa santé, il décide de vendre son appartement et d'emménager dans un home.

- a) Le fait que M. Bürli vive désormais dans un home influence-t-il son droit à l'allocation pour impotent ?
- b) Si oui, dans quelle mesure (veuillez motiver brièvement) ?
- c) Sur quelle base légale, repose votre avis ?

**Solution**

- a) Oui (1),
- b) Monsieur Bürli n'a plus droit après son entrée dans un home qu'à un quart de l'allocation pour impotent antérieur (ou à un quart de l'allocation de degré faible) (1).
- b) Art. 42<sup>ter</sup> al. 2 LAI (1)

Points obtenus :

--

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

--

**Question 8.3 (3 points)**

Une connaissance suggère à Monsieur Bürli de déposer une nouvelle demande auprès de l'AI pour une contribution d'assistance.

- a) Est-ce que Monsieur Bürli a en principe droit à une contribution d'assistance ?
- b) Veuillez justifier votre réponse
- c) et indiquer sur quelle base légale elle s'appuie.

**Solution**

- a) *Monsieur Bürli n'a pas droit à une contribution d'assistance. (1)*
- b) *Une contribution d'assistance ne peut être allouée que tant que la personne vit à la maison (1)*  
*ou*  
*Comme il vit dans un home, il n'a pas droit à une contribution d'assistance. (1)*
- c) *Art. 42<sup>quater</sup> al. 1 LAI (1)*

**Question 8.4 (4 points)**

Malheureusement, Monsieur Bürli subit le 20.05.2019 un deuxième accident vasculaire cérébral. En plus du besoin d'aide pour accomplir les actes ordinaires de la vie déjà constatés, il est désormais limité en plus pour les actes ordinaires suivants :

- se lever / s'asseoir / se coucher
- aller aux toilettes.

Le 20.10.2019, la demande d'augmentation de l'allocation pour impotent est parvenue à l'AI.

- a) Veuillez déterminer le nouveau degré de l'allocation pour impotent.
- b) Pendant quelle durée au moins l'augmentation de l'impotence doit être effective avant que l'allocation puisse être augmentée ?
- c) À quel moment (veuillez préciser la date exacte) l'AI peut-elle augmenter l'allocation pour impotent ?
- d) Veuillez justifier le moment de l'augmentation de l'allocation pour impotent.

**Solution**

- a) *Allocation pour impotent de degré moyen (1)*
- e) *3 mois (1)*
- f) *01.10.2019 (1)*
- d) *La demande est tardive (la prestation peut être augmentée au plus tôt à partir du mois où la demande de révision a été déposée). (1)*

Points obtenus :

--

**Branche examinée 2 : Assurance-invalidité (AI)**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

**Question 8.5 (2 points)**

L'état de santé de M. Bürli se détériore sensiblement. Après un troisième accident vasculaire cérébral, il décède le 20.03.2020.

- a) A quel moment s'éteint le droit à l'allocation pour impotent (veuillez indiquer la date exacte) ?
- b) Sur quelle base légale s'appuie votre décision ?

***Solution***

*a) Extinction du droit à l'allocation pour impotent au 31.03.2020) (1)*

*b) Art. 35 al. 2 RAI (à la fin du mois au cours duquel le bénéficiaire du droit est décédé) (1)*

Points obtenus :